

appuyer le principe du projet de loi sur la commercialisation nationale, mais qu'on ne nous empêche pas d'essayer de l'améliorer. Pourquoi devrions-nous crier de joie alors qu'on présente un bill sur la commercialisation nationale surtout s'il contient de telles lacunes? Comment le pourrions-nous?

• (9:00 p.m.)

Des voix: Bravo!

M. Rose: Vous allez vous réjouir, monsieur l'Orateur. Mon discours tire à sa fin...

Des voix: Non! Non!

M. Rose: Je pourrais ajouter, à mon grand regret. Il ne m'est pas difficile d'appuyer le bill, ni de m'opposer à l'amendement. Je représente des gens dont la plupart sont des producteurs de volaille et d'œufs, qui veulent voir adopter le projet de loi et qui en ont grand besoin. J'ai reçu de nombreuses instances des producteurs de ma circonscription qui réclament l'adoption du bill afin qu'on puisse trouver moyen de mettre un peu d'ordre dans le chaos évident de la commercialisation des produits agricoles.

Même si les producteurs de la Colombie-Britannique ont dû accepter la protection des commandes d'importation, ils n'en étaient pas entichés. Pourquoi les éleveurs de poulets devraient-ils faire les frais de la confédération et risquer leur exploitation et toute réussite économique future en coupant les prix de leurs produits quand les avocats, les médecins et les instituteurs de la Colombie-Britannique sont mieux protégés? Parce que les producteurs de ma région prévoient un débat prolongé sur ce bill, ils ont demandé qu'un bill distinct porte sur les poulets et les œufs. Le gouvernement aurait ainsi le temps d'agir d'ici la reprise de la session en septembre.

M. McBride: Adoptons le bill.

M. Rose: Un bill distinct portant sur les poules et les œufs ne serait pas, à mon avis, la meilleure chose à long terme, mais cela serait sûrement à court terme, et je pense que la plupart de mes commettants seraient d'accord. Le bill a de graves imperfections mais les trois amendements dont nous sommes saisis ce soir ne l'améliorent pas nécessairement. La confédération coûte cher au Canada. La plupart des Canadiens croient qu'elle vaut le coup.

M l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, j'ai suivi les discours prononcés ce soir avec beaucoup d'intérêt. Le dernier orateur, surtout, a fait preuve de beaucoup de bons sens. Il a précisé la politique de son parti. Ses collègues sont en faveur du projet de loi, même s'ils y trouvent certaines imperfections. A n'en pas douter, les Créditistes sont pour le bill. Le parti au pouvoir l'appuie aussi. Par conséquent, parlons franchement que les Canadiens sachent qui est contre. C'est l'opposition officielle, et personne d'autre.

Des voix: Quelle honte!

M. Whicher: En effet, monsieur l'Orateur. S'ils ne sont pas contre, qu'ils se lèvent et qu'ils le disent. Que mes collègues de l'Ontario qui représentent des circonscriptions rurales se lèvent; qu'ils disent qu'en leur qualité de représentants des cultivateurs de l'Ontario ils veulent adopter le bill.

M. McBride: Ils ne veulent pas le faire.

M. Whicher: Qu'ils aient le courage de se lever pour dire qu'ils consentiront à l'adoption du bill C-176. Que mon ami du parti conservateur de la grande province de Québec se lève pour dire qu'il représentera le Québec en appuyant l'adoption de ce bill.

Des voix: Bravo!

M. Whicher: Monsieur l'Orateur, des députés à ma gauche ont dit...

Une voix: Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

D'autres voix: Oh, oh!

M. McBride: Certains députés ont peur de la vérité.

M. Whicher: Monsieur l'Orateur, au cours de ma carrière politique, des experts m'ont insulté. Je suis loin de considérer comme experts ces corbeaux à ma gauche. Comme l'a remarqué mon honorable ami qui a parlé il y a un instant, les amendements dont la Chambre est saisie ou les motions proposées par le député de Crowfoot (M. Horner) et appuyées par le député de Swift Current-Maple Creek (M. McIntosh) détruisent vraiment toute la substance du bill, car ils en élimineraient tous les animaux, les viandes, les œufs, la volaille, la laine, les produits de l'étable etc.

Ces amendements signifient que les parrains de la motion ne s'opposent pas simplement à certains articles du projet de loi; ils s'opposent à l'ensemble du bill C-176 et que personne ne se fasse d'illusion à la Chambre à ce sujet. Permettez-moi de rappeler aux députés, comme l'a fait celui qui m'a précédé, que les principaux organismes agricoles au Canada, notamment l'Union nationale des cultivateurs et la Fédération de l'Agriculture réclament depuis nombre d'années une loi nationale sur la commercialisation. On a prétendu que ce projet de loi avait des lacunes. J'entends mon ami marmonner. Je l'écouterais volontiers parler; mais il ne le fait jamais, il se contente de marmonner. Je l'écouterais avec plaisir me signaler ces lacunes. Ce projet de loi permettra au moins à l'agriculture d'avoir une loi nationale sur la commercialisation, loi qui a obtenu l'appui d'autres associations agricoles au Canada depuis nombre d'années.

Une voix: Je croyais que le député était partisan de la libre entreprise.

M. Whicher: En second lieu, je dirai ceci: mes honorables amis estiment que la mesure est obligatoire; mon honorable ami de Swift Current-Maple Creek, pour qui j'ai beaucoup d'admiration, affirme que l'élevage des bes-